AFC

ASSOCIATION FRANÇAISE
DE CLIMÉTRIE

WORKING PAPERS

Nr. 2, 2010

Quo vadis ? Quel futur pour l'histoire
économique en France. Réflexions et
recommandations par deux économistes

**Claude DIEBOLT,
Jean-Luc DEMEULEMEESTER**

Contribution à la rédaction d'un livre blanc sur l'histoire économique en France

Conseil scientifique du Réseau Thématique Pluridisciplinaire (RTP)
en histoire économique du CNRS

Version provisoire

Quo vadis ? Quel futur pour l'histoire économique en France

Réflexions et recommandations par deux économistes¹

Claude Diebolt² et Jean-Luc Demeulemeester³

Introduction

Comme son nom l'indique, et comme son histoire mouvementée le confirme, la discipline appelée communément *histoire économique* se situe aux frontières de deux mondes, celles des sciences économiques et historiques, aujourd'hui peut-être plus antagonistes que jamais auparavant. La discipline elle-même est née, à la fin du XIX^e siècle, en réaction à un conflit méthodologique majeur (*Methodenstreit*) entre des économistes tenants d'une approche historique, évolutionniste et institutionnaliste et ceux partisans d'une démarche plus formalisée dite néo-classique. C'est à l'évidence le triomphe de cette dernière qui conduit l'histoire économique à progressivement s'inventer une nouvelle identité, une relative autonomie en dehors de la science économique, mais aussi, paradoxalement peut être, en-dehors de l'histoire.

Avant 1914, l'histoire est, encore largement, politique. C'est une histoire événementielle, à la Ranke, dont l'objectif premier est de reconstituer l'analyse des faits et leur enchainement tels qu'ils se sont réellement passés (*wie es eigentlich gewesen ist*) et ceci sur base d'une investigation de textes au moyen des méthodes de la critique historique et inspirée par les procédures philologiques. Son rôle social est celui de

¹Ce texte synthétise deux conférences délivrées le 10 mars 2009 à Paris (EHESS), au sein du Conseil scientifique du Réseau Thématique Pluridisciplinaire (RTP) en histoire économique du CNRS.

²Directeur de Recherche au CNRS / Directeur du BETA (UMR 7522), Université de Strasbourg.
Courriel : cdiebolt@beta-cnrs.unistra.fr

³Professeur de sciences économiques à l'Université Libre de Bruxelles. Courriel : jldemeul@ulb.ac.be

préparer des professeurs de lycée et, au plan de la recherche, de contribuer à la constitution du sentiment national. Bien sûr, cela n'exclut nullement certaines avancées vers l'histoire économique ; pensons simplement aux travaux de l'historien belge Henri Pirenne qui entrouvre, selon l'aveu même de l'Ecole des *Annales*, la porte vers une discipline inscrite dans le récit historique plus global.

Cela dit, même si dans certains pays l'histoire économique se développe jusqu'à recevoir une indépendance institutionnelle sous la forme de départements séparés (la *London School of Economics and Political Science* par exemple), dans beaucoup d'autres, son existence sera plus difficile.

En France, l'histoire économique sera d'abord le fait d'économistes tels que Labrousse, Simiand, etc., avant que l'Ecole des *Annales* n'aboutisse à dominer les recherches historiques de l'après Seconde Guerre mondiale. Cette courte « parenthèse enchantée » donnera, dans les années 60 et 70, une place de premier ordre à l'histoire économique dans un grand nombre de pays occidentaux. L'étude des évolutions globales des sociétés sur le long terme, des tendances lourdes, mais aussi des cycles et de la conjoncture, vont dominer. L'ordinateur, la quantification font leur entrée en force, de même que l'ouverture sur des sciences sociales et économiques très déterministes, globalisantes et quantitatives. Pourtant, cette époque glorieuse ne durera pas. Dès les années 70, l'intérêt pour le quantitatif décroît. C'est vers de nouvelles sciences humaines que l'histoire se tourne. L'anthropologie devient une interlocutrice privilégiée. L'histoire des mentalités et l'histoire culturelle, sans volonté explicite de quantification⁴, prennent des positions de choix. Qui plus est, les approches plus microscopiques tendent à remplacer les grands tableaux généraux dont, désormais, on doute de la validité. Micro-histoire, histoire d'entreprises prennent le devant de la scène de l'histoire économique, peut-être en parallèle d'un déclin du marxisme et du renouveau d'un certain libéralisme. Parallèlement, en économie, même les approches keynésiennes sont peu à peu disqualifiées. Or, c'est bien ces dernières qui constituaient très souvent le socle théorique des approches macroéconomiques et de l'usage des comptes nationaux.

Entre une histoire de plus en plus culturelle, qui embrasse le tournant postmoderne et une science économique où même la recherche macroéconomique se fonde progressivement sur des fondements essentiellement microéconomiques et des modèles mathématiques d'optimisation, quelle place et surtout quel devenir se manifeste pour l'histoire économique ?

⁴Même si une forme d'histoire culturelle peut recourir, elle aussi, aux méthodes de l'analyse statistique et au traitement de données.

Définition de l'histoire économique

Comment définir l'histoire économique ? Nous avons cherché une définition récente dans un ouvrage de référence récent lui aussi. Nous avons ainsi opté pour le *New Palgrave Dictionary of Economics* de 2008. Alexander Field⁵, un spécialiste de l'histoire macroéconomique des Etats-Unis, nous livre une définition qui risque de faire bondir un historien économiste français :

“economic history is a sub-discipline within economics and, to a lesser degree, within history, whose main focus is the study of economic growth and development over time.”

Il précise même :

“studies in economic growth, whether historical or contemporary, develop and analyze quantitative measures of increases in output and output per capita, emphasizing in particular changes in saving rates and rates of technological innovations... Economic development is a larger and more encompassing rubric, also including considerations of the role of cultural changes and changes in formal institutions.”

C'est là, bien entendu, la vision d'un économiste. Quoi qu'il en soit, elle confirme que toute définition est étroitement dépendante de l'implantation institutionnelle de l'histoire économique et témoigne que l'ancrage lui-même est fonction d'une histoire particulière à chaque pays, voire à chaque institution académique dans les pays moins centralisés que la France. Ces particularités institutionnelles sont tout sauf anodines. Elles vont exercer une influence déterminante sur le mode de formation des historiens économistes ainsi que sur le poids relatif de la discipline. Lorsqu'elle est intégrée dans les Facultés de lettres, l'histoire économique sera réalisée par des chercheurs ayant eu un certain type de formation avec ses avantages comparatifs propres et au sein d'ensembles qui peuvent être sujets à des modes qui lui sont plus ou moins favorables. En d'autres termes, les historiens reçoivent une formation économique et statistique très pauvre, voire inexistante (les *Douze leçons sur l'histoire* de Prost sont ici éloquentes), datée et certainement très éloignée de ce que les sciences économiques sont devenues, c'est-à-dire une discipline extrêmement formalisée, où une majeure partie des professeurs-phares en France sont régulièrement issus de Normale Sup en mathématiques ou des grandes écoles d'ingénieur comme l'X.

⁵Field, A. : “Economic history”, in : Durlauf *et al.* (édit.), *New Palgrave Dictionary of Economics*, Palgrave Macmillan, Londres, Seconde édition, 2008, p. 694.

Il en résulte une extrême difficulté à comprendre – dans tous les sens du terme : décrypter les équations, mais aussi comprendre, au sens de *verstehen*, l'essence même des travaux menés par leurs collègues économistes dans le champ de l'histoire. Si l'on ajoute à cela la tendance indéniable, depuis la fin des années 70, à privilégier les apports de la sociologie à la Bourdieu ou ceux de l'anthropologie, la plus grande valorisation de l'histoire culturelle ou des mentalités et des représentations, et la tendance naturelle à user de ses avantages comparatifs – le métier traditionnel de l'historien est d'abord un travail sur documents écrits, sur des textes et plus récemment des images et des témoignages oraux –, on comprend pourquoi l'histoire économique devient progressivement une histoire économique et sociale à connotation culturaliste (par exemple, une histoire des intermédiaires et leur rôle dans le transfert de cultures, des migrations, de la domesticité, etc.) ou une histoire d'entreprises sur le mode monographique, ou encore une histoire (biographique) du patronat, des décideurs économiques, et parfois de la politique économique. L'histoire économique s'engouffre alors dans les préoccupations actuelles de la science historique qui valorise davantage l'histoire culturelle, intellectuelle, sociale, etc.

A l'inverse, quand l'histoire économique est le fait d'économistes, ceux-ci sont également influencés par les modes spécifiques de socialisation et la nature de l'éducation qu'ils ont reçue. La formation en économie est, en effet, très calquée sur le modèle des sciences dures. Non seulement les cours de mathématiques et de statistiques y sont très nombreux, mais les cours d'économie eux-mêmes y ont pris dès le début du cursus un tour extrêmement formalisé. Parallèlement à cela, le temps qui reste à la formation culturelle ou plus institutionnelle et événementielle en est d'autant réduite. Présents encore en début de cycles, les cours d'histoire économique et d'histoire de la pensée économique ont, à de très rares exceptions près, complètement disparu du cursus de master, et bien entendu aussi de la formation doctorale. Il en résulte une ignorance quasi complète des débats en histoire, et même des grandes lignes de l'évolution économique du monde avant 1945. Le culte de la mathématisation, l'obligation de produire des articles courts et formalisés, l'écho aussi d'une image déformée et assez négative de l'histoire économique ont mené à un désintérêt croissant des étudiants en thèse pour l'histoire économique, sauf de façon très abstraite au travers des théories de la croissance, et dans certains endroits où cette spécialité existe, en économie du développement. Nous faisons donc le constat que les départements d'histoire économique ont peu à peu disparu, la divergence croissante entre le mode de professionnalisation en économie et en histoire ayant rendu peu séduisante une formation hybride qui n'est ni assez mathématique pour les économistes ni assez culturaliste pour les historiens. *In fine*, on peut signaler, au niveau international, la

présence de l'histoire économique dans certaines écoles de gestion, où sa situation semble meilleure, pensons par exemple à la Business School de Copenhague.

Difficile transdisciplinarité

L'histoire économique se situe à l'intersection de deux disciplines bien établies dans le paysage académique, l'histoire et l'économie. Ces deux disciplines ont acquis une identité forte, et comme nous l'avons souligné, de plus en plus distante l'une de l'autre depuis les années 70 et le déclin du marxisme et de l'approche des *Annales* (les deux étant sans doute liés). *Ab initio*, les deux disciplines poursuivent des objectifs finalement très différents.

Les économistes : des platoniciens très « modernes⁶ »

Même contesté par certains économistes qui, comme Debreu, voient l'économie comme une science proche de la logique ou des mathématiques pures –une discipline non-empirique, plus à la recherche de théorèmes que de lois au sens des sciences naturelles–, il y a une ambition qui date au moins du XVIII^e siècle (avec Boisguillebert puis Quesnay, et reprise clairement par Smith et Ricardo) de faire de l'économie politique une science du même ordre que les sciences de la Nature. Il y aurait matière, dans le domaine des faits économiques et sociaux, pour une Science capable de dériver des lois de fonctionnement de l'économie –au sens de régularités observables dont on peut rendre compte par une analyse logique– que ce soient les salaires maintenus en longue période à leur niveau de subsistance ou les bienfaits du libre-échange.

Les économistes néo-classiques ont poursuivi cette entreprise après 1870, avec une ambiguïté réelle quant à savoir si l'économie est une discipline non-empirique comme les mathématiques ou la logique, ou une discipline qui construit des modèles destinés à être confrontés à la vérification empirique. En tout état de cause, cette dimension empirique est, avant 1914, peu présente à quelques exceptions près comme Juglar et son étude du cycle des affaires.

⁶Le mythe de la modernité (cristallisé aux XVII^e et XVIII^e siècles) se caractériserait selon le philosophe belge Gilbert Hottois par l'universalisme rationaliste ; la foi dans la science et la technique ; la domination-exploitation de la nature par et pour l'humanité ; la foi dans la prise en charge de l'humanité par elle-même (humanisme progressif) ; le mépris du passé ou son intégration à la manière d'étapes historiques préalables préparant ou annonçant la modernité ; l'utopisme.

Très platonicienne, la science économique néo-classique tend à se détourner de l'analyse directe des faits –ou croire qu'on peut faire œuvre de science sur base d'une induction, d'une généralisation de faits stylisés mis en évidence par des économistes qui seraient aussi des historiens–, pour privilégier l'analyse mathématique de modèles fondés sur la déduction à partir d'axiomes de rationalité instrumentale, pour reprendre la qualification de Weber. Si l'Ecole Classique d'Economie Politique (1776-1870, grosso modo) –outre les grandes intuitions de Smith sur l'autorégulation du marché et le modèle des avantages comparatifs démontrant les vertus du libre-échange chez Ricardo– s'est largement consacrée aux questions de ce qui détermine la croissance (l'accumulation du capital motivée par la quête du profit) et si elle va persister (non selon Ricardo à cause des rendements décroissants), les néo-classiques vont dans un premier temps se consacrer à la formalisation de l'intuition première de Smith sur la Main Invisible, à savoir préciser mathématiquement les conditions qui assurent l'optimalité du marché et l'allocation efficace des ressources rares entre usages alternatifs. C'est tout le programme de recherche de Walras et Pareto (celui de l'équilibre général), les économistes néo-classiques anglais s'y intéressant aussi (Edgeworth), mais se centrant sur des approches d'équilibre partiel (Marshall).

Ces analyses de la concurrence pure et parfaite sont totalement éloignées des préoccupations de l'historien, mais aussi de celles des économistes plus appliqués ou institutionnalistes. À une époque qui vit de profondes transformations liées à la seconde Révolution Industrielle, l'émergence de nouvelles puissances économiques (Allemagne, Japon), l'acuité de la question sociale, la concentration économique de la fin des années 90 du XIX^{ème} siècle (concentration et monopolisation), beaucoup sont insatisfaits de l'évolution de la science économique. Les approches marxistes existent, mais elles ne sont pas ou peu représentées dans le monde académique.

Marx s'inscrit dans la lignée de l'économie classique, mais souligne à la fois la dynamique d'innovation induite par la compétition dans le capitalisme, poussant en avant les forces productives et la destruction inévitable de cette concurrence de par la concentration du capital, sans parler de la polarisation croissante entre des masses de travailleurs exploités et une minorité de capitalistes qui sont de moins en moins entrepreneurs et de plus en plus administrateurs de grands conglomérats. Les crises périodiques de surproduction et la baisse tendancielle du taux de profit, en partie liée à la mécanisation croissante de l'économie, ne pourront mener qu'à la fin du régime capitaliste et son remplacement par une gestion socialisée de la production qui partagera de façon plus équitable et efficace les fruits du développement technologique. Marx, qui décrit une longue succession de modes de production caractérisés chacun par des

institutions spécifiques, peut aussi être rattaché dans un sens à l'Ecole Historique Allemande par cette pensée évolutionniste, en stades.

Certains économistes comme Weber (et plus tard Pareto lui-même) contribueront à fonder une nouvelle discipline : la sociologie. Les mêmes (pour Weber), et d'autres héritiers de l'Ecole Historique Allemande fonderont ce qui sera l'histoire économique à la fin du XIXème siècle (aux Etats-Unis et en Allemagne). A partir de ce moment, histoire économique et science économique vont devenir des disciplines différentes (même si la classification du *Journal of Economic Literature* retient toujours l'histoire économique comme branche des sciences économiques).

Les économistes commencent à s'intéresser à la mesure, à l'étude des cycles, à la conjoncture des grands secteurs de l'économie (projet du NBER et de Mitchell par exemple) dès les années 20. La Grande Crise verra la naissance de la macroéconomie comme discipline désormais bien distincte de la microéconomie. La crise aurait mis en évidence (Keynes) que la tendance spontanée de l'économie à s'équilibrer peut tout simplement ne pas exister et qu'une intervention contre-cyclique de l'Etat peut s'avérer nécessaire pour relancer la machine économique. Lié à ce double souci de comprendre les mécanismes macroéconomiques et en faciliter la gestion (Tinbergen) et pour certains de mieux cerner et prévoir les mouvements des actifs (Cowles), cette période voit la naissance de l'économétrie. Tout est ainsi en place pour voir émerger, après la Seconde Guerre Mondiale, qui a aussi favorisé le développement d'une série d'outils de mathématique économique comme la recherche opérationnelle et la théorie des jeux (pensons uniquement à Von Neumann et Morgenstern), un consensus keynésien qui en recourant à une version modélisée de la vision keynésienne (synthèse néo-classique Hicks-Hansen) et aux grands modèles macro-économétriques espère arriver à un réglage fin de la conjoncture et à une croissance continue.

Le formidable développement économique de l'après-guerre (jusque 1970) tend à confirmer cette croyance, qui voit l'économie gratifiée en 1969 d'un Prix de la Banque de Suède remis en parallèle des autres Nobel. C'est aussi la période de constitution (dans les années 50) de la comptabilité nationale, instrument-clé de la politique économique et de la comparabilité internationale des performances économiques. Très cohérente, cette approche de la mesure du revenu national et du produit intérieur (selon les trois optiques des dépenses, de la production et des revenus) aura un écho majeur sur les travaux de l'histoire quantitative, notamment en France sous l'impulsion de Perroux, Marczewski et Toutain, ou encore Lévy-Leboyer.

Parallèlement à ces travaux de macroéconomie, on voit aussi le développement exponentiel de la microéconomie, de la théorie de l'équilibre général et, dans les années 50 et 60, des travaux importants en théorie de la croissance et du développement. Parmi ces derniers, on peut citer les travaux de Solow sur l'explication de la croissance par un taux exogène de progrès technologique (et une méthode de comptabilité de croissance pour mesurer l'apport transitoire de l'accumulation des facteurs sur celle-ci), les travaux de Kuznets sur les grands secteurs de l'économie comme sources de croissance (secteurs moteurs) et ceux de Rostow sur les étapes de la croissance économique.

C'est à l'intersection de ces divers courants (approches macroéconomiques de mesures du revenu national, usage de modèles d'équilibre général calculables pour mesurer les effets de divers scénarii d'histoire économique, les fameux modèles contrefactuels, et approches de croissance et de développement), que naîtra, au cœur de la discipline économique et recourant quasi exclusivement à son langage et ses outils, une nouvelle histoire économique : la cliométrie.

La crise pétrolière et les autres chocs sur l'économie au début des années 70 (fin du système de Bretton Woods, flottement généralisé des devises, concurrence accrue des pays émergents, d'abord le Japon, bientôt les quatre dragons, désindustrialisation en Europe occidentale dans les secteurs traditionnels au profit de certains PVD, etc.) vont conduire à un réexamen de la pertinence des approches keynésiennes et, plus globalement, des approches macroéconomiques et macro-économétriques (nous pensons ici à la critique de Lucas). Friedman reste encore un macro-économiste du même style que les keynésiens, même si son message est diamétralement opposé (politiques de contrôle de la masse monétaire pour contrôler l'inflation), et reste intéressé par l'histoire (monétaire). Les *nouveaux macroéconomistes classiques* qui vont lui succéder (Lucas, Barro, etc.) vont contribuer au développement d'une macroéconomie micro-fondée, avec des acteurs parfaitement rationnels (hypothèse d'anticipations rationnelles) et la construction de modèles d'équilibre permanent sur tous les marchés (seuls des chocs extérieurs non anticipés comme des chocs technologiques expliquent les fluctuations cycliques – cf. ici les modèles des cycles réels). Les nouveaux économistes de l'offre se concentrent sur la nécessité de la création d'un cadre macroéconomique stable (sans inflation, avec des comptes publics équilibrés, dans un environnement prévisible pour favoriser les décisions économiques et l'investissement), la baisse de la taxation, l'ouverture des économies au reste du monde pour faciliter leur ajustement structurel selon leurs avantages comparatifs, l'ouverture des marchés des capitaux et le développement de la Bourse comme lieu d'évaluation permanente de la rentabilité future des firmes, etc. Le rôle de l'Etat est vu comme plus structurel : outre le gardien de la libre concurrence, il peut se consacrer à des politiques de long terme

(investissements publics, infrastructures, recherche, éducation, etc.). On voit ainsi, dans les années 80, la réémergence des théories de la croissance qui cette fois-ci cherchent à endogénéiser une série de décisions comme les choix d'investissement en R&D ou en éducation pour rendre compte du maintien à long terme d'une croissance soutenue.

Les années 90 verront le grand développement des approches d'organisation industrielle en lien étroit avec la théorie des jeux. Ces recherches irrigueront la théorie du commerce international (Krugman) et une série d'autres domaines (Tirole), souvent avec un fort accent théorique et peu appliqué (théorie des contrats, théorie de l'information, etc.). On peut aussi percevoir la montée d'une dimension normative forte et le désir d'une science normative des institutions ; toutes caractéristiques rapprochant l'économie de certaines utopies ou d'un constructivisme rationaliste. Tous ces champs de recherche sont fortement mathématisés et la part des approches d'économétrie appliquée est longtemps secondaire ; elles reviendront en force dans les années 2000 dans le champ du test des théories de la croissance et l'analyse de vastes bases de données en micro-économétrie du marché du travail par exemple.

Même si au sein des approches néo-classiques, absolument dominantes depuis le début des années 90, la diversité et les débats sont une réalité, il existe un consensus fort entre économistes sur une conception très « sciences dures » de leurs recherches. Les mathématiques sont devenues le langage unique accepté par quasi tous les économistes, qui dialoguent entre eux via la construction de modèles mathématiques, pas nécessairement toujours testés empiriquement, mais quand ils le sont, l'économiste tend à considérer le chiffre comme seul « réel » acceptable (pas d'analyses d'évolutions historiques ou d'institutions concrètes, pas de contextualisation, les analyses économétriques pouvant se mener sur des groupes très hétérogènes de pays ; on pourrait parler ici d'un biais pythagoricien).

À l'exception de quelques courants (North par exemple, ou encore Rodrik qui réhabilite les études de cas en économie et donc souligne l'importance du contexte), l'économiste fait sienne l'expression *il n'y a de science que du général*, laissant de côté valeurs, culture, contexte historique (ou alors il l'intègre comme simple variable quantifiée sans remettre en compte la structure fondamentale de ses modèles). Il croit aussi en l'existence d'une vérité objective, atteignable par une démarche déductive et mathématisée, accompagnée ou non de tests empiriques quantifiés. L'économiste est donc à la fois platonicien et pythagoricien, et en quête de lois ou de théorèmes à valeur universelle, sans aucun intérêt pour la contextualisation. Cette posture définitivement « moderne » au sens philosophique du terme semble aux antipodes de la culture historique dominante de nos jours.

Les historiens : de la modernité à la postmodernité ?

Les historiens ne visent pas à établir une discipline nomothétique. Depuis très longtemps, leur souci est d'abord de reconstituer avec précision une séquence de faits et d'événements le plus précisément possible par une critique minutieuse des sources et éventuellement (mais tous les historiens ne sont pas d'accord là-dessus) de les interpréter (leur donner sens dans un contexte plus global), voire de déterminer leurs causes et leurs conséquences. Mais là les historiens sont en général extrêmement prudents. Une des causes de leur opposition à la cliométrie étant justement leur méfiance par rapport à ce concept de cause, en tous cas déterministe.

Floud⁷ dans son article sur la cliométrie, dans la première édition du *New Palgrave Dictionary of Economics*, notait :

“more fundamentally, many historians rejected the concepts of causation which they judged to be implied in the closed and deterministic models of the economists ; they argued, instead, that historical statements of causation were much weaker, multi-factorial and unsuitable to be tested by the economist’s method of removing one possible cause and assessing the outcome, ceteris paribus” (McClelland, 1975).

On perçoit immédiatement que l'historien a le souci de la spécificité, de la contextualité, de la réalité des faits. Nous sommes en tous cas très loin de l'abstraction et du désir de généralisation de l'économiste. On pourrait noter entre l'économiste et l'historien la même opposition qu'avec le philosophe (avec lequel l'historien ne se sent pas non plus nécessairement beaucoup d'affinités). L'historien a le souci de la contextualité ; il fait sienne l'idée que le passé est unique. Il souhaite comprendre (au sens de *verstehen* pour reprendre Dilthey, et certainement pas dans celui de *erklären*) les acteurs du temps passé dans leurs valeurs, leurs représentations, leur culture, sans commettre d'anachronisme. Pour lui, appliquer les catégories de l'économie néo-classique par exemple à l'économie antique relève de l'hérésie la plus pure, aussi parce que la discipline économique présuppose des comportements et des intentions qui ne pourraient pas être ceux de l'homme de l'antiquité (qui vit dans un univers dominé par les notions de statut, de primat du politique sur l'économique, et où les relations marchandes seraient marginales et où l'*homo oeconomicus* n'est pas encore présent). C'est la fameuse thèse de Finley du primitivisme contre le modernisme.

⁷Floud, R. : “Cliometrics”, in : Eatwell *et al.* (édit.), *The New Palgrave. A Dictionary of Economics*, Macmillan, London, 1987, p. 452.

Certes, la prééminence de l'histoire positiviste, événementielle, politique a peu à peu cédé le pas à partir des années 30 à l'Ecole des *Annales* avec Bloch et Febvre. Cette *Nouvelle Histoire*, influencée par le courant de l'Ecole Historique Allemande et *sotto voce* par un certain marxisme, se veut certes une histoire totale de l'évolution des sociétés humaines (l'idée de l'histoire comme synthèse entre les diverses sciences sociales émerge peu à peu, une histoire vue comme fédératrice des sciences de l'homme), mais d'abord une histoire de la longue durée et des grandes structures économiques et sociales. Elle a la formidable ambition de comprendre globalement, dans toutes ses dimensions, l'évolution globale des sociétés humaines. Elle est aussi une histoire des phénomènes de masse. Avec cette histoire-là, l'étude précise de l'évolution des prix, des chiffres de population, de la production de biens matériels ainsi que de grands corpus d'archives (requérant un traitement plus quantitatif par nature) devient centrale. L'étude des cycles et de la conjoncture (en écho avec ce qui se développe dans les sciences économiques pendant les années 30, avec les travaux du NBER aux Etats-Unis, mais aussi Kondratieff en URSS) implique un nécessaire recul historique. Ce sont d'ailleurs des économistes arrivés en histoire qui vont développer ces recherches avec, une fois encore, Labrousse et Simiand. La compréhension de ces grandes tendances économiques est considérée comme centrale pour la compréhension des événements historiques (par exemple la Révolution française). Comme chez les marxistes, en dernière instance ce sont les éléments économiques qui ont un poids déterminant (sans tomber cependant dans le déterminisme). Ce sera la grande époque de l'histoire économique (surtout après 1945). Les travaux de Braudel, de Chaunu, de Leroy-Ladurie, etc. illustrent cette tendance.

En parallèle du mouvement en sciences économiques, les historiens économistes développent des mesures quantitatives de l'évolution des richesses dans le passé concomitamment avec les recherches en comptabilité nationale. Pendant toute une période (grosso modo de 1945 au début des années 70) on assiste en France à une convergence de l'histoire (fortement marquée par l'histoire démographique, économique et sociale) et de l'économie (elle-même fortement marquée par le marxisme, diverses hétérodoxies françaises comme les approches centre-périphérie de Perroux, attachant une grande importance à l'étude de l'histoire économique). Mais, à partir du milieu des années 70, l'histoire économique quantitative perd peu à peu de son aura. Il est évident que le travail sur la longue durée, via des outils de plus en plus quantitatifs et sophistiqués (à la fin des années 1960, Leroy-Ladurie nous dit que l'historien sera programmeur ou ne sera pas), en relation étroite avec des sciences économiques et sociales à l'époque fort axées sur la modélisation mathématique entraient peu à peu en contradiction avec l'ethos et la formation initiale de l'historien

français. Le climat idéologique global, moins axé sur le marxisme, plus centré sur le rôle des individus et ses représentations, ont peu à peu tari les vocations pour des sujets apparemment arides et à la rentabilité maigre.

C'est depuis cette époque que l'histoire culturelle, des représentations et des mentalités a tendance à reprendre le devant de la scène. Par ailleurs, dès les années 80, on voit le retour plus affirmé de l'histoire politique et des relations internationales. La sociologie critique à la Bourdieu, les apports de Foucault, l'anthropologie et l'influence américaine des *cultural studies*, des *gender studies*, vont de plus en plus imprégner les travaux des historiens qui se placent explicitement du point de vue des dominés, des marginaux, de la masse des acteurs, dans leur expérience vécue, et non plus du point de vue surplombant des états ou des puissants, point de vue qui serait selon ses critiques aussi celui de l'économiste. On voit ainsi reflourir les biographies, les travaux concernant les individus aux marges (Geremek). Il y a donc plus une lente transformation de l'approche des *Annales* qu'une brusque rupture, mais la divergence croissante avec l'économie est incontestable.

Fin des années 70, Leroy-Ladurie note que c'est maintenant l'anthropologie avec laquelle l'histoire a le plus en commun. On verra le retour aux approches plus compréhensives, plus de l'ordre du *verstehen* que de l'*erklären*. À partir de ce moment-là, l'histoire s'écarte de plus en plus de l'économie. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si dans certains pays les cours d'histoire économique ont été renommés *histoire économique et sociale*. Qui plus est, les grandes synthèses ou travaux historiques de la période des *Annales*, ceux de Braudel par exemple, n'étaient pas explicitement modélisés. L'économie, le quantitatif servait essentiellement de cadre sur base duquel tenter un récit global, une compréhension de l'évolution par exemple du capitalisme était possible. On trouve là un écho du projet de recherche de Weber qui s'interroge sur la naissance de la modernité occidentale, et un prolongement de ce type de travail avec Wallerstein et son concept d'économie-monde et les tenants de l'histoire globale.

On sent donc chez l'historien le retour du refoulé (le particulier, le qualitatif, le culturel et bientôt l'évènementiel). Mais, même durant l'ère de la domination de l'histoire économique française avec les *Annales*, on doit noter que l'objectif de l'historien est toujours resté la compréhension du passé, tel qu'il s'est vraiment passé, plutôt qu'une réelle modélisation abstraite comme peuvent le faire les économistes. Le quantitatif est accepté, voire revendiqué et utilisé, mais c'est pour rendre compte d'une réalité néanmoins contextualisée : le niveau de vie du paysan français sous Louis XIV par exemple. Quelque part, le *verstehen* prime l'*erklären*, le quantitatif est là comme illustration ou support de l'argument. Mais l'analyse elle-même reste rédigée dans le langage naturel et non pas dans le langage formalisé des mathématiques. L'économie, la

statistique, la démographie sont des disciplines auxiliaires de l'historien. Son objectif ultime reste la rédaction d'un ouvrage qui est un récit. Bref, même l'Ecole des *Annales*, qui peut apparaître trop économiste à l'historien d'aujourd'hui, reste une approche inductive, relativement descriptive et sûrement interprétative. Même chez les historiens des *Annales* et les partisans d'une histoire sérielle, on constate un refus de théorisations a-historiques. Cela explique sans doute le rejet français de l'approche cliométrique dans les années 70, mais l'acceptation parallèle d'une histoire sérielle, à condition que les chiffres aient été retrouvés dans des recueils d'archives et pas interpolés ou extrapolés par diverses méthodes statistiques, et actuellement des méthodes quantitatives de la sociologie (les analyses de données, la théorie des graphes, quelques régressions et études de causalité).

Il s'agit en fait de méthodes, essentiellement descriptives, qui permettent d'ordonner ou synthétiser un corpus d'archives, laissant ensuite l'opportunité à l'historien de rédiger son interprétation au travers d'une argumentation « littéraire ». Le rejet de l'histoire quantitative macroéconomique à la française nous semble ainsi résulter d'une incompréhension ou d'un excès de fidélité aux sources. La comptabilité nationale n'est après tout qu'un cadre qui n'a pas derrière lui les mêmes hypothèses comportementales « excessives » de l'économie néo-classique. On reste dans le descriptif et ces approches laissent à l'historien le même espace pour mener sa réflexion interprétative, mais mieux informé du contexte global de l'économie. Bref, cette histoire quantitative-là (qui va pourtant un pas plus loin que l'histoire sérielle acceptée par le courant principal de la Nouvelle Histoire), macroéconomique, irriguée par la rigueur de la comptabilité nationale, reste une approche auxiliaire pour l'historien. Il s'agit de comprendre le contexte global, peu éloigné donc des démarches d'histoire économique traditionnelles qui elles aussi font référence à des périodes de prospérité ou de déclin.

Finalement, tout est question de légitimité. Les uns se retranchent derrière « le chiffre tel qu'il figure dans les registres d'archive », tandis que les autres acceptent des méthodes d'interpolation ou d'extrapolation, mais on reste quelque part dans le descriptif (quantitatif) et on demeure loin du théorique (général) que les économistes apprécient. En clair, même Kondratieff et ses cycles de longue durée (dans la continuité du hollandais Van Gelderen), Labrousse ou Simiand, cherchent à identifier des tendances, des cycles, des chocs dans l'histoire économique « réellement existants ».

Les historiens peu habitués aux approches strictes d'économie néo-classique contemporaine n'ont pas idée semble-t-il du degré d'abstraction (et d'éloignement a priori des faits stylisés) de la théorie économique contemporaine des cycles ou de la croissance. Toutefois, on peut aisément imaginer qu'un historien traditionnel finisse par accepter comme discipline auxiliaire de l'histoire, l'économétrie des séries temporelles

au seuil d'une analyse historique qui se veut globale, interprétative et in fine littéraire. Dans cette philosophie, les approches de l'historien traditionnel et les techniques quantitatives descriptives sont clairement complémentaires. Simplement, cette histoire économique-là, dans la lignée des *Annales*, quelque peu modernisée par de nouveaux outils, ne rompt pas avec la pratique des historiens. Elle est simplement moins dominante en histoire aujourd'hui (en comparaison des histoires culturelles, des mentalités, des minorités, etc.). On est toutefois relativement loin de la cliométrie stricto sensu.

La cliométrie : un pas trop loin ?

Les économistes sont du côté de l'*erklären* (expliquer), de l'analyse du réel via le modèle mathématique, en quête d'objectivité pure, sans référence à toute information non-quantifiable et intégrable dans une construction formalisée. Le produit final est le plus souvent un modèle, exprimé en termes de systèmes d'équations. Le langage est mathématique du début à la fin. L'économiste est aussi clairement du côté du pôle « moderne » pour parler comme les philosophes. L'historien, même l'historien économiste présenté ci-dessus, est du côté du *verstehen* (comprendre), de l'interprétation du réel via l'intégration d'une somme variée de sources documentaires directes ou indirectes traitées via diverses sciences auxiliaires, dont la statistique peut faire partie. Pour lui, toute source d'information, quantitative ou qualitative est bonne à prendre (« faire feu de tout bois »). Son produit final est le plus souvent un texte, il raconte une histoire et il accepte pleinement l'idée que ce qu'il fait est une interprétation. Il est dans ce sens plus près du pôle « postmoderne », et en tout cas sa conception de la scientificité est moins étroite. Si l'économiste tend à disqualifier toute assertion qui n'est pas démontrée mathématiquement (faisant sien la phrase de Wittgenstein : *ce dont on ne peut parler, il faut le taire*) l'historien quant à lui est prêt à tenter des interprétations dont le degré de vraisemblance n'est jamais total. Il argumente en mobilisant un ensemble de faits reconstitués, de données, de chiffres, afin de convaincre le lecteur de sa thèse. L'économiste dira lui qu'il cherche à démontrer des théorèmes et propositions pour prouver ses assertions, en ne laissant aucun espace au doute (notons cependant que certains disent que l'économiste, malgré sa mobilisation des outils mathématiques et de l'économétrie, cherche aussi à convaincre ; McCloskey sur la rhétorique économique est ici incontournable).

La cliométrie (littéralement « mesure de l'histoire ») peut apparaître selon ces points de vue des deux côtés de cette barrière épistémologique. On a vu que la mobilisation de techniques économétriques sophistiquées pour décrire des séries chronologiques de prix, de population, de production matérielle, de taux d'intérêt, etc. et

y identifier tendance, cycles, points de retournement, peut parfaitement s'intégrer dans une approche traditionnelle du travail d'historien (synthétiser et interpréter). Mais entendu dans son sens strict, le mot « cliométrie » sous-entend beaucoup plus : la mobilisation de la théorie économique (néo-classique) en vue de confirmer ou d'infirmer sa pertinence en la confrontant à des données du passé pour mieux comprendre le présent, voir anticiper sur l'avenir.

L'ambition peut ici être théorique (le questionnement est en partie issu de la discipline économique) et l'histoire économique est ici plutôt un matériel. Notons tout de suite que même dans ce cadre, la mobilisation d'outils issus de la théorie économique néo-classique peut aussi servir à trancher des débats de nature historiographique ou du moins ambitionne de le faire. Bref, on peut aller dans des degrés d'abstraction différents : utiliser la théorie néo-classique pour comprendre (ou plutôt expliquer) le passé ou pour résoudre des débats contemporains de théorie économique ; l'histoire n'étant qu'une extension du domaine de la lutte économétrique pour tendre vers des vérités économiques mieux assises. Dans les deux cas cependant on change radicalement de style de narration. La cliométrie vise à expliquer via la modélisation mathématique et le recours systématique aux techniques économétriques de pointe. Elle s'exprime dans le langage des économistes et son produit final se veut un article scientifique court, perclus d'équations et de tests quantitatifs. Elle ne cherche pas l'interprétation mais l'analyse, et vise comme les autres sciences le cumulatif (et donc le dialogue) des disciplines. On notera en effet que dans les arts et humanités la citation réciproque des articles est beaucoup plus faible (euphémisme) que dans les sciences physiques par exemple. C'est clair que cette vision-là de l'histoire économique (et tout simplement de l'histoire) est assez révolutionnaire, en rupture avec l'idée de l'histoire comme science interprétative. Une idée sous-jacente à la cliométrie est de ramener l'histoire dans le courant général des approches de sciences dures.

Notons que l'histoire positiviste du XIX^{ème} siècle avait aussi quelque part cette ambition et bien que « littéraire », elle se voulait très hostile aux interprétations. La différence est que la cliométrie fait sienne les acquis des sciences sociales quantitatives et principalement économiques, alors que pour les historiens positivistes, « dire le vrai » se limitait à dire ce qui s'était réellement passé. Pour la cliométrie, il s'agit aussi de mettre en évidence des structures mathématiques cachées qui rendent compte de ce qui s'est passé et dont le déroulement transparait au travers de séries chiffrées. Il est évident qu'une approche modélisatrice, quantifiée, mathématique, démonstrative explicative et non-interprétative, privilégiant la mesure, ne pourra que heurter les partisans du tournant post-moderne.

Historiens et économistes n'ont pas les mêmes objectifs

Au vu de nos développements précédents, il apparaît clairement qu'économistes et historiens ne partagent pas les mêmes objectifs. Les économistes cherchent toujours, en dernière instance, même via le recours à l'histoire, à faire (selon leur entendement propre) œuvre de science, c'est-à-dire à comprendre le fonctionnement de l'économie comme un système d'interdépendances, de variables dont la logique d'interaction est indépendante de tout le social, le culturel, le contextuel. Ce faisant, ils ne font donc pas leur le postulat de Granovetter sur l'*embeddedness*. La contextualité est gommée, ce qui n'est pas sans poser de problèmes pour les prescriptions en matière de politiques économiques. L'histoire économique « théorique » de l'économiste ne sera donc pas celle de l'historien. L'économiste peut s'intéresser à l'histoire, mais il le fera en ayant en tête le souci de tester voire généraliser sa théorie. L'exemple récent de la théorie de la croissance unifiée de Galor est ici exemplaire. Galor reproche aux théories traditionnelles de la croissance (exogène comme endogène) de ne rendre compte que de la période de croissance soutenue des pays du Nord pendant le XX^{ème} siècle. Il s'intéresse à l'histoire et identifie comme faits stylisés la longue période de stagnation économique qui aurait selon lui caractérisé les économies du monde depuis l'Antiquité, jusqu'à la « grande divergence » (pendant la Révolution Industrielle : hausse soutenue du revenu par tête, mais suivie de près par la hausse démographique) et la « transition démographique » (après 1870) à la suite de laquelle on sort de la causalité malthusienne entre croissance économique et croissance de la population, permettant les fortes hausses de revenu par tête et donc de niveau de vie. Galor souhaite développer une théorie générale (comme économiste, il entend par là un modèle mathématique) qui rende compte de l'ensemble de l'histoire économique de l'humanité depuis l'Antiquité. C'est évidemment là une très grande ambition (il fait d'ailleurs explicitement référence à son modèle : la physique). Dans ses modèles, il fait intervenir de lents phénomènes d'accumulation de variables-clés (la population et sa lente croissance, dont les interactions favorisent aussi de nouvelles idées et donc le progrès technologique, la lente accumulation de ce dernier, ce dernier favorisant peu à peu la croissance de la production matérielle, qui induit à son tour dans une perspective malthusienne une hausse de la population, maintenant constant le niveau de vie, etc.) et des effets de seuils à la suite desquels une apparente (et très longue) stagnation peut donner brusquement naissance à un nouveau régime. Dans ce dernier, le progrès technologique s'emballe, de même que la croissance, qui induit une forte croissance démographique dans un premier temps, entraînant plus d'interactions donc plus de chances d'émergence de nouvelles idées, etc. L'économie se complexifiant, elle tend à demander de plus en plus de capital humain jusqu'à ce qu'il soit plus rationnel pour les parents d'investir dans la qualité des

enfants plutôt que leur quantité, ceci aboutissant à la rupture du lien malthusien entre croissance et croissance démographique, donc à la transition démographique et au plein développement du niveau de vie par tête. Ce qui intéresse Galor c'est la mécanique de l'histoire économique. Il peut s'intéresser au Moyen Age, mais comme simple matériel pour identifier les faits stylisés dont le modèle général va rendre compte.

Le cas de Galor est certainement extrême, et rares sont les tentatives de cliométrie théorique. La cliométrie reste essentiellement une entreprise appliquée qui s'intéresse avec les outils de la science économique à des questions historiographiques. Une certaine ambiguïté demeure tout de même quant à l'utilité de ces recherches pour la science économique, un certain nombre d'économistes assumant une cliométrie qui serait essentiellement une discipline auxiliaire de l'histoire, tandis que d'autres gardent une ambition d'utilité pour le cœur de la discipline économique elle-même.

L'historien ne doit pas toujours penser que l'économiste fait étalage d'impérialisme. Il y a des économistes et des économètres modestes, qui pensent simplement que leurs outils sont aussi utiles à la compréhension de l'histoire que ne le seraient le recours au carbone 14 en archéologie ou l'ordinateur pour traiter un ensemble de fiches décrivant des conscrits afin d'en donner une image synthétique. Ils veulent apporter leur pierre à l'édifice de la connaissance historique. D'autres économistes, en pénétrant le champ de l'histoire économique, poursuivent ceci dit parfois leur propre agenda : identifier les causes profondes de la croissance économique pour comprendre par exemple les causes de la stagnation actuelle des économies africaines. Ils ne désirent nullement envahir le champ de l'histoire. Ils utilisent ici le langage des économistes pour parler aux économistes.

Un groupe important d'historiens économistes cherche, quant à lui, le plus souvent à réellement comprendre une réalité bien contextualisée dans le passé et répondre à des questions historiographiques. Ils parlent aux historiens, et utilisent le plus souvent dans leur produit final un langage qui leur est accessible, même si certains parmi eux, de formation plus économiste ou économétrique, ont eu recours dans leur argumentation à des outils plus sophistiqués. Ces économistes-là ne prétendent pas révolutionner l'histoire économique, simplement l'améliorer à la marge par le recours à des outils plus sophistiqués. Il y aurait quelque part deux cliométries, l'une modeste, qui travaille en coopération avec les historiens plus traditionnels (un peu comme l'a toujours fait la cliométrie anglaise, plus ouverte que la cliométrie américaine, essentiellement économiste) sur des questions historiographiques, et une autre, plus abstraite, qui recourt systématiquement au langage des économistes et tantôt vise à réécrire l'histoire économique dans un style nouveau (en faire une branche de la science économique), voire l'utiliser dans la construction de théories économiques plus

générales. Cette opposition n'est d'ailleurs pas neuve et remonte aux années 60-70 au moins:

“Early studies in cliometrics in the United States were written by economists and principally for economists; its frame of reference was neoclassical economics and its protagonists were seeking to establish themselves within the economics profession. Contacts with historians were limited. In Britain, by contrast, cliometrics developed more slowly than in the United States but always remained in contact with historians; it was often carried out in university departments of history or economic history, only rarely by economists. Its style and theoretical origin were more eclectic, its topics for research closer to the interests of historians” (Floud, 1987, p. 453).

En somme, il faut à notre sens juger les auteurs par leurs intentions et non celles qu'on leur prête. En ce sens l'usage de l'histoire économique peut être soit le fait d'historiens ou d'économistes soucieux de comprendre le passé, via des méthodes diverses, toutes légitimes (si elles sont pertinentes par rapport à l'objectif poursuivi), pouvant être qualitatives ou quantitatives (ou les deux) ; soit le fait d'économistes soucieux ou bien de tester divers modèles ou diverses théories sur un horizon temps plus long, ou bien de trouver un matériel de faits stylisés destinés à rendre plus réalistes leurs théories (ces dernières devant se soumettre en parallèle, dans le cadre du paradigme néo-classique, à la contrainte de s'encastrent dans les postulats de base de l'approche : micro-fondations, individualisme méthodologique, rationalité instrumentale, recherche d'équilibre, modèles mathématiques, etc.). Dans ce dernier cas, l'intérêt renouvelé des économistes pour l'histoire économique doit être souligné après une longue période d'éloignement (réciproque). Même si c'est de matière très fruste aux yeux des historiens économistes traditionnels, on doit constater du côté des économistes un intérêt renouvelé pour l'histoire et ce même avant la crise économique et financière de 2008 qui a ébranlé bien des certitudes.

En 1985, Arrow soulignait déjà que l'histoire économique est une condition nécessaire (même si insuffisante) d'une théorie économique pertinente. En 1993, le prix Nobel de sciences économiques couronne les contributions pionnières de Douglass North et Robert Fogel. Le très grand renouveau de l'intérêt des économistes pour les questions de croissance et les questionnements renouvelés sur les marchés financiers ont, au cours des années 90 et 2000, ouvert la voie à un intérêt croissant pour l'histoire économique. *Princeton University Press* a lancé une collection destinée à publier des ouvrages dans ce domaine. Une autre consécration récente pour les économistes qui prennent l'histoire au sérieux a été la nomination de Bernanke, un spécialiste de la crise de 1929, à la tête de la Federal Reserve.

L'histoire économique des économistes peut choquer parfois les historiens, mais même si on se place de leur point de vue, la proportion des travaux cliométriques réellement théorique est assez mineure face à l'ampleur de travaux méticuleux, sérieux, mobilisant des outils sophistiqués pour répondre à des questions circonstanciées d'intérêt commun aux économistes et historiens. Au niveau international, la cliométrie, modestement, a pris sa place parmi les approches d'histoire économique et beaucoup de questions, qu'on le veuille ou non, sont de nature quantitative. Ce faisant, la cliométrie est aujourd'hui incontournable. La recherche sur l'impact international des revues d'histoire économique publié dans *Cliometrica* a, par ailleurs, démontré de façon nette la primauté des journaux anglo-saxons (*Journal of Economic History* et *Explorations in Economic History*), tandis que l'impact d'une revue française comme les *Annales* est modique. On peut le regretter, mais c'est un fait : l'impact international de la littérature francophone en histoire économique semble limité. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas unique à la France. Un constat similaire a été opéré par la Suède par exemple.

Conclusion

Malgré un mouvement de divergence croissant entre les méthodes, intérêts et agendas de recherche du noyau central de la science économique et de l'histoire, on doit bien constater le maintien et, ces dernières années, l'expansion d'un champ de recherche à l'intersection de ces deux univers. Si l'histoire économique des historiens comprend toujours une large part de travaux traditionnels, pensons ne fut-ce qu'aux travaux en histoire sociale, en histoire de l'innovation, en histoire d'entreprise, les biographies de banquiers ou d'hommes d'affaires, l'étude de leurs réseaux de socialité, ils peuvent aussi inclure de notre point de vue une certaine partie de travaux quantitatifs plus complexes, que ce soient, par exemple, les approches d'histoire macroéconomique quantitative ou des approches recourant à davantage d'économétrie. Mais il s'agit toujours d'un objectif de compréhension d'une réalité historique donnée. On a aussi noté une histoire économique plus théorique, une histoire économique d'économistes, en lien avec la réémergence de leur intérêt pour les questions de croissance de très long terme et un souci empirique plus prononcé après l'efflorescence de multiples schémas théoriques dans le cadre des théories de la croissance endogène.

S'il y a une influence nette de la théorie économique sur la vision de la croissance de long terme, il y a aussi eu une influence nette de l'histoire (même traditionnelle) sur la science économique depuis les années 90. Cela a amené les économistes à raffiner leurs schémas théoriques, voire à revaloriser les travaux d'études de cas. Le rôle-clé des institutions ont aussi été mis en avant (North). Par ailleurs, le recours à la théorie des jeux donne libre cours au récit analytique. Bref, l'économiste est bel et bien de nos jours

présent sur le terrain de l'histoire (jusqu'à l'histoire antique). Souvent, cependant, ces approches sont (sur le continent européen, et en France plus particulièrement) ignorées de la communauté des historiens économistes, à cause des frontières institutionnelles mais aussi, semble-t-il, du manque de culture économique et quantitative de beaucoup d'entre eux. On assiste certes à un retour de ces démarches, mais il s'agit le plus souvent, dans le sillage d'une sociologie influencée par Bourdieu, de techniques quantitatives du sociologue, souvent bien développées dès les années 70, comme les analyses de données ou la théorie des réseaux sociaux recourant à la théorie des graphes.

L'historien économiste français devrait cependant prendre l'économie au sérieux au même titre que l'économiste a cherché à prendre l'histoire au sérieux, même si ce fut de manière imparfaite. Le contexte global de rareté de fonds publics pour la recherche, de compétition sous-jacente entre disciplines et institutions pour ceux-ci et de souci de facilitation de la gestion par les autorités responsables de leur débours en recourant systématiquement à la bibliométrie, devrait secouer la communauté des historiens.

Qu'on l'apprécie ou non, les disciplines des sciences dures ou du vivant, de par leur apparente plus grande utilité directe dans les stratégies de croissance économique et d'employabilité des diverses nations, ont bien davantage d'influence politique que les sciences humaines et sociales, considérées à tort ou à raison comme moins mûres et moins utiles (économie et gestion mises à part). Bref, on voit la montée en puissance des critères des sciences dures pour l'évaluation de toute la recherche : bibliométrie, facteurs d'impacts, liste de revues sont devenus des maîtres-mots incontournables. De plus en plus, pour les gestionnaires de la science, seul l'article dans des revues à fort facteur d'impact (toutes en anglais) compte. Le livre ou l'article écrit en français ne vaut plus rien à leurs yeux.

Face à cela il y a deux options, toutes deux louables. La première est la résistance : maintenir les traditions nationales, refuser la publication d'articles dans des revues anglo-saxonnes, en rester aux supports francophones (même si l'impact international d'une revue comme les *Annales*, très prestigieuse dans le monde francophone, est faible à l'international). C'est noble, mais c'est aussi courir le risque de voir tous les fonds de recherche drainés vers les sciences de la nature et de la vie. Dans un univers utilitariste où de plus en plus les décideurs politiques ne pensent financer que ce qui peut démontrer une utilité mesurable pour la croissance ou l'employabilité, c'est peut-être risquer à terme l'abandon par la puissance publique. Ce débat existe en

Grande-Bretagne par exemple.⁸ L'autre option est l'adaptation : donner à l'histoire une culture de publication proche de ce qui se passe du côté des sciences exactes, travailler sur des thèmes de recherche porteurs (comme l'innovation, la contribution des systèmes éducatifs à la croissance, mais aussi peut-être l'histoire du climat, des interactions entre l'homme et son environnement, etc.) ne fut-ce que pour drainer un financement qui peut être aussi utilisé pour financer des recherches plus fondamentales et moins directement utilitaristes (l'histoire de la politique économique française au XVIII^e siècle ou l'étude des causes du déclin de l'empire romain, par exemple).

En clair, il s'agit de réduire l'écart entre la perception de la culture des sciences exactes et celle des sciences humaines, entrevues en France comme un discours littéraire et philosophique loin des réalités concrètes du monde. Ce n'est certes pas une situation toujours optimale : l'historien devrait publier en anglais, dans des revues anglo-saxonnes, renforcer sa formation dans les matières quantitatives (la statistique et l'économétrie apparaissant aujourd'hui comme la marque de la scientificité, même si cela peut prêter à débat), voire renoncer aux livres... ce qui sera toutefois dommageable à l'exercice d'une des spécificités du métier d'historien : la synthèse.

La culture d'évaluation dominante n'est pas favorable aux sciences humaines et sociales, car les publications en langue nationale et les livres, même en anglais, sont mal (voire pas) pris en compte par les évaluateurs externes. Mais la communauté des historiens, intégralement dépendante du financement public, se sent-elle de taille à s'opposer à un mouvement de fonds voulu par les élites internationales qui déterminent la gouvernance de la recherche (Union Européenne, agences nationales d'évaluation de la recherche, etc.). La question de la résistance optimale face à ce rouleau-compresseur dépasse le cadre de cette réflexion et sera sans doute un objet d'études pour certains historiens économistes du siècle prochain !

⁸“Science Minister calls for a focus on research that boosts the economy – life sciences and earth sciences identified as key areas, but others could lose out”, *Times Higher Education Supplement*, 29 janvier 2009, p. 7.

WORKING PAPERS DE L'AFC

Année 2010

- WP2010-1 Luca PENSIEROSO
"Real Business Cycle Models of the Great Depression"
- WP2010-2 Claude DIEBOLT, Jean-Luc DEMEULEMEESTER
"Quo vadis ? Quel futur pour l'histoire économique en France.
Réflexions et recommandations par deux économistes"
- WP2010-3 Philippe COMPAIRE, Jean Pascal SIMONIN
"A partir de contributions d'Antoine-César Becquerel
(1853,1865), une étude économétrique du marché du blé en
France de 1815 à 1863"
- WP2010-4 Thierry AIMAR, Francis BISMANS, Claude DIEBOLT
"Le cycle économique : une synthèse"
- WP2010-5 Claude DIEBOLT, Karine PELLIER
"La dynamique structurelle et spatiale des systèmes de
brevets. Une comparaison France, Allemagne, Royaume-Uni,
Etats-Unis et Japon : 1617-2006"
- WP2010-6 Raúl SERRANO, Vicente PINILLA
"The Evolution and Changing Geographical Structure of World
Agri-food Trade, 1950-2000"
- WP2010-7 Claude DIEBOLT, Antoine PARENT, Jamel TRABELSI
"Expansionary Monetary Policy under Liquidity Trap:
2009 in Light of 1929. A Counterfactual Analysis"
- WP2010-8 Giacomo SBRANA
"Forecasting Damped Trend Exponential Smoothing:
an Algebraic Viewpoint"
- WP2010-9 Giacomo SBRANA
"The Exact Linkage between the Beveridge-Nelson
Decomposition and other Permanent-Transitory
Decompositions"
- WP2010-10 Tapas MISHRA, Claude DIEBOLT, Mamata PARHI
"Stochasticity in Population and Economic Growth with Past
Dependence"
- WP2010-11 Claude DIEBOLT, Antoine PARENT, Jamel TRABELSI
"Revisiting the 1929 Crisis: Was the Fed Pre-Keynesian?
New Lessons from the Past"
- WP2010-12 Claude DIEBOLT, Tapas MISHRA, Bazoumana OUATTARA,
Mamata PARHI
"Does Democratic Distance Matter for Cross-Country Growth
Interdependence?"

La liste complète des
Working Papers est
disponible sur le site
www.cliometrie.org